
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 77

Bill No. 77

Loi modifiant la Loi de la taxe sur
les repas et l'hôtellerie

An Act to amend the Meals and
Hotels Tax Act

Première lecture

First reading

M. QUENNEVILLE

Projet de loi n° 77

Loi modifiant la Loi de la taxe sur
les repas et l'hôtellerie

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie (Statuts refondus, 1964, chapitre 73), remplacé par l'article 1 du chapitre 30 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 1 du chapitre 36 des lois de 1966/1967, l'article 2 du chapitre 33 des lois de 1969, l'article 28 du chapitre 15 et l'article 1 du chapitre 23 des lois de 1970, l'article 1 du chapitre 28 des lois de 1971 et l'article 171 du chapitre 17 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

« **2.** 1. Une taxe de 8% est imposée sur le prix dû ou payé de chaque repas de plus de deux dollars, donné ou pris dans un établissement ou vendu, livré ou servi par une personne qui tient un établissement. »;

b) par le remplacement des paragraphes 4 et 4a par les suivants:

« 4. La taxe prévue au paragraphe 1 est également imposée sur le prix de toute boisson alcoolique vendue dans un établissement pour consommation sur place ainsi que sur le prix de tout liquide vendu ou servi avec cette boisson lorsque cette vente a eu lieu à l'occasion d'un repas de deux dollars ou moins ou sans repas.

Bill No. 77

An Act to amend the Meals and
Hotels Tax Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Meals and Hotels Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 73), replaced by section 1 of chapter 30 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 1 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967, section 2 of chapter 33 of the statutes of 1969, section 28 of chapter 15 and section 1 of chapter 23 of the statutes of 1970, section 1 of chapter 28 of the statutes of 1971 and section 171 of chapter 17 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by replacing subsection 1 by the following:

“**2.** (1) A tax of eight per cent is imposed on the price, owing or paid, of each meal costing more than two dollars, given or taken in an establishment or sold, delivered or served by a person who keeps an establishment.”;

(b) by replacing subsections 4 and 4a by the following subsections:

“(4) The tax provided in subsection 1 is also imposed on the price of any alcoholic beverage sold in an establishment for consumption there and on the price of any liquid sold or served with such beverage, when such sale is made with a meal costing two dollars or less or without a meal.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 1 fait suite au discours sur le budget du 17 avril 1975 qui annonçait que l'exemption de la taxe sur les repas était portée de \$1.49 à \$2.00.

L'article 2 permet de déterminer par règlement l'indemnité à être payée aux mandataires.

EXPLANATORY NOTE

Section 1 is in consequence to the budget speech of 17 April 1975 in which it was announced that the exemption from meals tax would be increased from \$1.49 to \$2.00.

Section 2 authorizes the determination by regulation of the indemnity to be paid to agents.

« 4a. Cette taxe est également imposée sur le prix de toute eau gazéifiée, additionnée d'une essence ou d'un sirop, qui est vendue, livrée ou servie par une personne qui tient un établissement, à l'occasion d'un repas de deux dollars ou moins ou sans repas. »

2. L'article 3 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 30 des lois de 1965 (1^{re} session) et l'article 2 du chapitre 28 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2. Le ministre du revenu peut allouer à la personne qui tient l'établissement, pour la perception de la taxe et sa remise à la province, toute indemnité que pourra déterminer le lieutenant-gouverneur en conseil. »

3. L'article 1 a effet depuis le 18 avril 1975.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

“(4a) Such tax is also imposed on the price of any aerated water to which essence or syrup has been added, which is sold, delivered or served by a person who keeps an establishment, with a meal costing two dollars or less or without a meal.”

2. Section 3 of the said act, amended by section 2 of chapter 30 of the statutes of 1965 (1st session) and section 2 of chapter 28 of the statutes of 1971, is again amended by replacing subsection 2 by the following :

“(2) The Minister may allocate to the person keeping the establishment, for the collection of the duty and its remittance to the Province, such indemnity as the Lieutenant-Governor in Council may determine.”

3. Section 1 has effect from 18 April 1975.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.